



« RÈGLE D'OR », RETRAITES,
PROJET 2012 : **COPE**
« INTERPELLE » LE PS

Copé : « Je suis frappé par l'extrême immaturité du PS »



INTERVIEW
JEAN-FRANÇOIS COPÉ
SECRETARE GENERAL
DE L'UMP

« L'heure de vérité est en train de sonner [...] Le PS confirme-t-il, malgré la crise, le programme fou qu'il a présenté aux Français ? »

Dégradation de la notation américaine, crise des dettes, ralentissement économique : le climat vous inquiète-t-il ?

Bien sûr que la situation est préoccupante et pour une raison simple : notre modèle de croissance est fondé depuis près de quarante ans sur la dette, privée et souveraine. Le niveau de cette dette, trop élevé, nous oblige à revoir tous nos fondamentaux. Il faut donc faire évoluer notre modèle de croissance. Je tire deux leçons de ce qui s'est passé cet été : d'abord, il faut avoir un système institutionnel et des responsables politiques solides. Les agences de

notation ont sanctionné les dirigeants américains et salué l'action déterminée de Nicolas Sarkozy et de sa majorité. La deuxième leçon est au niveau européen : en attendant des institutions plus fortes, la solidarité franco-allemande est vitale.

Mais le sommet franco-allemand n'a pas réussi à enrayer la baisse des Bourses. Les politiques sont-ils démunis ?

Il faut gagner cette bataille sans nier les évidences : le meilleur moyen de ne pas être soumis aux marchés, c'est de se désendetter. Le nier comme le fait Arnaud Montebourg, c'est pathé-

tique. Les décisions qui vont être prises dans les mois et les années qui viennent seront cruciales. Ce sont des rendez-vous de courage et de vérité.

Faut-il désormais parler de rigueur ?

Oui, mais ne perdons pas de temps avec les mots. Pour 2011, il est capital de respecter à l'euro près le déficit prévu, y compris en profitant s'il le faut du collectif budgétaire début septembre. Il y a une réserve de précaution, il ne faudra pas hésiter à y faire appel pour garantir le déficit de l'Etat, prévu à 91 milliards d'euros cette année. Pour 2012, je soutiens

certes une démarche d'accroissement des recettes, mais je pense comme une très grande majorité des Français qu'il faut aussi baisser fortement les dépenses. Il nous faut donc agir sur les 1.000 milliards d'euros de dépenses publiques. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe de ne pas regarder les économies. Par exemple, les dépenses des collectivités territoriales. On ne peut plus avoir un tel décalage entre la croissance des dépenses de l'Etat et celles des régions et départements. Ensuite viendra 2013 et la nécessité d'évoquer la poursuite des réformes de structure : sur les interventions sociales qui doivent être recentrées, les aides économiques, la Sécurité sociale ou la fonction publique...

Faut-il différer la réforme de la dépendance ?

La crise ne commande pas d'arrêter les réformes, mais de les amplifier, seule manière de résoudre les problèmes avant qu'il ne soit trop tard.

Quelle forme doit prendre la taxation des hauts revenus ?

Je suis favorable à une taxation exceptionnelle. L'heure est suffisamment grave pour appeler à une mobilisation de tous. Mais qu'il n'y ait pas d'ambiguïté : ce n'est pas cela qui résoudra l'endettement du pays. On ne peut en attendre que quelques centaines de millions d'euros quand notre objectif pour 2012 est autour d'une dizaine de milliards supplémentaire.

Que répondez-vous à Martine Aubry, qui accuse Nicolas Sarkozy d'avoir « rajouté de la crise à la crise » par sa politique ?

Je lui réponds que si la crise n'était que française, cela se verrait et cela se saurait. Tout ce que nous vivons - tout le monde le sait - est d'abord lié à une crise de l'économie mondiale.

Je regrette que le PS continue de penser que la France est une île et que la critique exclusive de Nicolas Sarkozy puisse à ses yeux tenir lieu de programme alternatif. A l'heure de cette crise mondiale très grave, je trouve l'attitude du PS très préoccupante. Un mot me vient à l'esprit pour la caractériser : l'immaturation. Je suis en effet frappé par l'extrême immaturité des dirigeants du Parti socialiste, dont le symbole premier est leur refus obstiné et puéril de la « règle d'or ». La « règle d'or » n'est pas une lubie de la droite française. Elle est pratiquée dans près de 90 pays.

Et souvent contournée...

La nôtre aurait valeur constitutionnelle. En fait, il y a derrière ce refus des socialistes de la voter une vraie ambiguïté. Soit c'est le refus de l'intérêt national, soit c'est l'incapacité à rendre le projet socialiste compatible avec cette « règle d'or ». Parce que chacun doit prendre ses responsabilités, je suis favorable à la convocation du Congrès à Versailles. Et puisque l'on est à la veille de l'université d'été de La Rochelle, je voudrais interpellier le PS en lui posant trois questions fondamentales. En premier lieu, le PS confirme-t-il, au risque de ruiner notre système, le retour de la retraite à soixante ans comme il l'avait promis ? Ensuite, le PS confirme-t-il qu'il veut remettre en cause la fusion, pourtant indispensable, entre les départements et les régions, source d'économie et d'efficacité majeure pour l'avenir ? Enfin, confirme-t-il, malgré la crise, le programme fou qu'il a présenté aux Français : 300.000 emplois-jeunes

« Je suis pour une taxation exceptionnelle



Jean-François Copé juge que le refus de la « règle d'or », de la part des dirigeants socialistes, est « obstiné et puéril ». Il rappelle que la « règle d'or » est pratiquée dans près de 90 pays.

mais ce n'est pas ce qui résoudra l'endettement du pays. »

dans l'administration, création d'une allocation universelle pour les 18-25 ans, abandon de la règle du « un sur deux » dans la fonction publique ? Ce sont trois marqueurs majeurs. Pour eux aussi, l'heure de vérité est en train de sonner.

Le PS dit ne pas avoir de leçon à recevoir d'une droite qui « a doublé la dette en dix ans »...

L'esprit polémique n'interdit pas d'être juste. Nous avons connu un accroissement de la dette pour une bonne part lié à la crise mondiale mais le niveau élevé de la dette, ce n'est pas depuis cinq ans. C'est depuis quarante ans.

Le régime libyen semble s'effondrer. Le volontarisme de Nicolas Sarkozy suffit à faire oublier qu'il avait d'abord déroulé le tapis rouge au colonel Kadhafi ?

Le sujet n'est pas de faire oublier quoi que ce soit. Kadhafi a eu une occasion de réintégrer la communauté internationale mais il l'a gâchée et sa nature profonde a rapidement repris le dessus. L'intervention en Libye visait à protéger les populations civiles de la folie criminelle d'un dictateur. Nous pouvons être fiers que Nicolas Sarkozy, au nom de la France, ait été en pointe dans l'initiative internationale qui conduit inéluctablement à la chute de Kadhafi. Une chute, bien sûr, qui nous réjouit pleinement.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PIERRE-ALAIN FURBURY
ET VÉRONIQUE LE BILLON